

a

**FIDA**  
**FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE**  
**Conseil d'administration – Quatre-vingt-deuxième session**  
Rome, 8-9 septembre 2004

**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT**

AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À LA

**RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN**

POUR LE

**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU NORD-EST**



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DE LA ZONE DU PROJET</b>	<b>iv</b>
<b>RÉSUMÉ DU PRÊT</b>	<b>v</b>
<b>NOTE DE PRÉSENTATION</b>	<b>vi</b>
<b>PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL ET LA STRATÉGIE DU FIDA</b>	<b>1</b>
A. L'économie et le secteur agricole	1
B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA	2
C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Azerbaïdjan	3
<b>DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET</b>	<b>5</b>
A. Zone du projet et groupe cible	5
B. Objectifs et portée	5
C. Composantes	6
D. Coûts et financement	7
E. Décaissements, passation des marchés, comptabilité et vérification des comptes	9
F. Organisation et gestion	10
G. Justification économique	10
H. Risques	10
I. Impact sur l'environnement	11
J. Caractéristiques novatrices	11
<b>TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ</b>	<b>12</b>
<b>QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION</b>	<b>12</b>
<b>ANNEXE</b>	
<b>RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ</b>	<b>13</b>

## APPENDICES

<b>I. COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II. PREVIOUS IFAD FINANCING IN AZERBAÏDJAN (FINANCEMENTS ANTÉRIEURS DU FIDA EN AZERBAÏDJAN)</b>	<b>2</b>
<b>III. LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>3</b>
<b>IV. ORGANIGRAMME</b>	<b>7</b>
<b>V. LINKS BETWEEN THE PROJECT DESIGN AND IFAD STRATEGIC FRAMEWORK 2002-2006 AND REGIONAL STRATEGY FOR CENTRAL AND EASTERN EUROPE AND THE NEWLY INDEPENDENT STATES (CORRÉLATIONS ENTRE LA CONCEPTION DU PROJET, LE CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA 2002-2006 ET LA STRATÉGIE RÉGIONALE POUR L'EUROPE CENTRALE ET ORIENTALE ET LES NOUVEAUX ÉTATS INDÉPENDANTS)</b>	<b>8</b>

**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Manat (AZM)
1,00 USD	=	4 910 AZM (avril 2004)
1,00 AZM	=	0,00002 USD

**POIDS ET MESURES**

Système métrique

**SIGLES ET ACRONYMES**

AADSPA	Agence d'appui au développement du secteur privé agricole
BCP	Banque commerciale participante
ICNB	Institution de crédit non bancaire
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petite et moyenne entreprise
S&E	Suivi et évaluation
SPPRED	Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique (Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté)
UGP	Unité de gestion du projet

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN****Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier – 31 décembre

CARTE DE LA ZONE DU PROJET



- Projet de privatisation d'exploitations agricoles
- Programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres
- Projet de développement du Nord-Est

Source: AADSPA (Agence d'appui au développement du secteur privé agricole)  
Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation géographique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

**RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN**  
**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU NORD-EST**

**RÉSUMÉ DU PRÊT**

<b>INSTITUTION INITIATRICE:</b>	FIDA
<b>EMPRUNTEUR:</b>	République d'Azerbaïdjan
<b>ORGANISME D'EXÉCUTION:</b>	Agence d'appui au développement du secteur privé agricole (AADSPA)
<b>COÛT TOTAL DU PROJET:</b>	25,15 millions de USD
<b>MONTANT DU PRÊT DU FIDA:</b>	8,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,56 millions de USD)
<b>CONDITIONS DU PRÊT DU FIDA:</b>	40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>COFINANCEURS:</b>	À déterminer Banque commerciale participante (BCP)
<b>MONTANT DU COFINANCEMENT:</b>	Cofinanceur: 7,39 millions de USD BCP: 990 000 USD
<b>CONDITIONS DU COFINANCEMENT:</b>	Les prêts à des conditions particulièrement favorables ont une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sont assortis d'une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
<b>CONTRIBUTION DE L'EMPRUNTEUR:</b>	2,23 millions de USD
<b>CONTRIBUTION DES BÉNÉFICIAIRES:</b>	1,98 million de USD
<b>INSTITUTION CHARGÉE DE LA PRÉÉVALUATION:</b>	FIDA
<b>INSTITUTION COOPÉRANTE:</b>	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)

## NOTE DE PRÉSENTATION

**Le projet.** La stratégie du FIDA en Azerbaïdjan apporte son soutien à la stratégie de réduction de la pauvreté du gouvernement dans les zones rurales, laquelle accorde un haut degré de priorité à la remise en état des systèmes d'irrigation en voie de dégradation qui constituent l'épine dorsale de l'économie rurale et assurent l'essentiel des emplois ruraux et de la sécurité alimentaire. Elle vise aussi à mettre en place, pour leur utilisation et leur entretien futurs, des dispositions appropriées qui soient de nature participative et financièrement viables. Il ne suffira cependant pas de restaurer l'irrigation, étant donné que l'agriculture a souffert d'une décapitalisation prononcée au cours des quinze dernières années. Le projet financera des initiatives visant à remédier à la pénurie aiguë de matériel et de fonds de roulement au niveau de l'exploitation, à introduire des techniques agricoles modernes et appropriées, à promouvoir de nouvelles dispositions en matière de commercialisation et de transformation, et à améliorer l'accès au crédit pour répondre à la forte demande en investissements de la part des agriculteurs et des petites et moyennes entreprises (PME).

**Qui sont les bénéficiaires?** Le groupe cible du projet est formé d'environ 66 000 personnes (quelque 15 000 ménages) vivant dans 48 villages. Il s'agit principalement des ménages qui ont reçu des terres privatisées en leur qualité de résidents des villages qui étaient regroupés dans les fermes d'État et les fermes collectives privatisées. Ces ménages ont reçu de 2 à 2,5 ha en complément de leur parcelle personnelle, quelques têtes de bétail et du matériel agricole en mauvais état. Plus de 30% d'entre eux sont dirigés par une femme. Ces villages comptent aussi un certain nombre de ménages sans terre issus de mariages et de l'accroissement démographique.

**Pourquoi sont-ils pauvres?** La pauvreté du groupe cible est le résultat de la décapitalisation du secteur de l'agriculture irriguée, tant au niveau de l'exploitation qu'à celui du système d'irrigation, après la dissolution de l'Union soviétique. La décapitalisation tient au manque d'entretien des systèmes d'irrigation et de drainage, à l'absence de services agricoles, notamment la fourniture d'intrants, le soutien financier et technique, etc., à l'effondrement du système de commercialisation et de l'industrie de transformation de l'ère soviétique et aux capacités limitées de gestion chez les agriculteurs.

**Que fera le projet pour eux?** Il introduira la gestion participative de l'irrigation par laquelle des institutions locales transparentes et démocratiques, les associations d'irrigants, assureront durablement et efficacement la gestion des systèmes d'irrigation pour faciliter l'augmentation de la production et des revenus. Le projet multipliera aussi les possibilités de relever la productivité en montrant comment employer des techniques modernes. Il améliorera par ailleurs le rendement financier en instaurant de meilleurs arrangements et filières de commercialisation et en mettant les petites et moyennes entreprises de transformation, travaillant à pleine capacité, mieux en mesure de donner de la valeur ajoutée aux produits locaux. Pour faciliter les investissements dans les entreprises agricoles et non agricoles, le projet facilitera l'accès des petits exploitants et des PME au financement assuré par des organismes viables de financement rural touchant une large clientèle et offrant aux petits exploitants et aux microentreprises des services attentifs aux besoins des femmes.

**Comment les bénéficiaires participeront-ils au projet?** C'est par le biais des associations d'irrigants que l'on fera participer les bénéficiaires du projet aux décisions qui touchent à leurs moyens d'existence. En outre, le projet aidera les bénéficiaires à créer un grand nombre de groupes et d'associations d'intérêt commun qui s'occuperont de la production de fourrage et de lait ainsi que de la collecte, du calibrage, du conditionnement, de la transformation, du transport et de la commercialisation des produits agricoles.

**Coûts et financement du projet.** Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas, les droits et les taxes, étalé sur une période de cinq ans, est estimé à 25,15 millions de USD. Les coûts du projet seront financés par: i) un prêt du FIDA de 12,56 millions de USD (49,9%); ii) un prêt du cofinancier de 7,39 millions de USD (29,4%); iii) une banque commerciale participante (BCP), 990 000 USD (3,9%); iv) les bénéficiaires du projet, 1,98 million de USD (7,9%); et v) le gouvernement, 2,23 millions de USD (8,9%). Le coût par ménage est de 1 675 USD ou 370 USD par personne.



**RAPPORT ET RECOMMANDATION DU PRÉSIDENT DU FIDA**  
**AU CONSEIL D'ADMINISTRATION CONCERNANT UNE PROPOSITION DE PRÊT À**  
**LA RÉPUBLIQUE D'AZERBAÏDJAN**  
**POUR LE**  
**PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU NORD-EST**

J'ai l'honneur de présenter le rapport et recommandation ci-après concernant une proposition de prêt à la République d'Azerbaïdjan d'un montant de 8,60 millions de DTS (équivalant approximativement à 12,56 millions de USD) à des conditions particulièrement favorables, en vue de contribuer au financement du Projet de développement du Nord-Est. Le prêt aura une durée de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de dix ans, et sera assorti d'une commission de service de trois quarts de points (0,75%) l'an. Il sera administré par le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) en tant qu'institution coopérante du FIDA.

**PREMIÈRE PARTIE – L'ÉCONOMIE, LE CONTEXTE SECTORIEL**  
**ET LA STRATÉGIE DU FIDA<sup>1</sup>**

**A. L'économie et le secteur agricole**

1. L'Azerbaïdjan compte 8,19 millions d'habitants (2002). Il a accédé à l'indépendance en 1991 avec l'effondrement de l'ex-Union soviétique. L'indépendance a été suivie de troubles civils et d'une guerre avec l'Arménie voisine au sujet de l'enclave de Ngorno-Karabakh. En 1995, un nouveau gouvernement a pris le pouvoir et a suivi une politique de stabilité et de réformes économiques. Celles-ci ont permis de ramener le déficit budgétaire à 0,4%, alors qu'il avait atteint en 1993 un sommet de 15,3% du produit intérieur brut (PIB). Les investissements fixes étaient de 25% du PIB et l'inflation était retombée à 2,8% l'an. Le processus de privatisation a été mené à bien pour les petites et moyennes entreprises (PME).

2. En 2002, le PIB par habitant s'élevait à 748 USD aux prix courants calculés aux taux de change du marché. Le *rapport sur le développement humain* pour 2003 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) place l'Azerbaïdjan, en tant que pays à développement moyen, au 89<sup>e</sup> rang sur 175 pays, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,744, juste en dessous de la moyenne de 0,787 pour les pays d'Europe centrale et orientale et la Communauté des États indépendants. Ce rapport ne donne aucun chiffre pour l'indice sexospécifique du développement humain (ISDH). Toutefois, dans son rapport de 2002 sur le développement humain, le PNUD estimait que pour l'Azerbaïdjan l'ISDH était en recul de huit places par rapport à l'IDH. Bien que la croissance du PIB ait été supérieure à 10% l'an pour trois des cinq dernières années et devrait atteindre 10% en moyenne pour 2003, le PIB de 2002 se situait aux deux tiers à peine du chiffre de 1990.

3. Avec neuf zones agroclimatiques correspondant aux différences d'altitude et de précipitations, l'Azerbaïdjan possède une agriculture très diversifiée. Les terres agricoles (cultures, pâturages et parcours) occupent environ 4,2 millions d'ha ou 49% de la superficie terrestre totale. Étant donné la faiblesse des précipitations (en moyenne 300-800 mm par an), plus des trois quarts de la superficie cultivée, qui est de 1,5 million d'ha, sont irrigués. Les principales cultures sont le blé, l'orge, les plantes fourragères, le coton, le tabac, les légumes, la vigne et les fruits, mais les rendements sont faibles par rapport aux normes mondiales. L'élevage joue également un rôle important, tant dans les

---

<sup>1</sup> Voir l'appendice I pour de plus amples informations.

zones irriguées que dans les régions montagneuses. Le pays reste un importateur net de vivres qui, avec les produits agricoles, occupent la deuxième ou la troisième place dans les importations et représentent environ 15% du total des dépenses d'importation.

4. Presque toutes les fermes d'État et collectives ont été démantelées et les terres arables distribuées aux habitants de ces régions. Les terres de pâturage sont restées du domaine public, les droits d'usage étant accordés par les municipalités. Plus de 1,3 million d'hectares de terres arables sont maintenant aux mains de propriétaires privés, qui ont reçu des titres en bonne et due forme (environ 870 000) délivrés par le Comité d'État pour les questions foncières. Les petits paysans qui cultivent leurs parcelles privatisées assurent aujourd'hui environ 96% de la production agricole. L'enquête de 2001 sur le budget des ménages a relevé un niveau élevé de pauvreté en milieu rural dans tout le pays, puisque 42% de la population vit sous le seuil de pauvreté et que 13% connaît l'extrême pauvreté.

5. La stratégie du FIDA dans le pays consiste à poursuivre, selon une démarche accordant la place qui lui revient à la femme, les axes stratégiques suivants: i) améliorer la production, la productivité et la compétitivité des produits agricoles, y compris la remise en état des systèmes d'irrigation et la gestion participative de l'irrigation; ii) améliorer les arrangements et filières de commercialisation; iii) encourager le développement des activités rémunératrices extra-agricoles; améliorer l'accès des pauvres aux finances rurales; et iv) développer les capacités des organisations participantes.

### **B. Enseignements tirés de l'expérience antérieure du FIDA**

6. À ce jour, le FIDA a participé au financement d'un projet et d'un programme en Azerbaïdjan: le projet de privatisation d'exploitations agricoles, cofinancé avec l'Association internationale de développement, et le programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres. Le gouvernement considère que le projet de privatisation, clôturé le 31 décembre 2003, a contribué à relever le secteur rural et à transformer le pays en une économie de marché. Le programme de développement rural a pris effet en 2001 et ne fournit encore que peu d'enseignements.

7. La privatisation des terres a été menée à bien, avec la distribution d'environ 97% des terres allouées à cet effet, soit 26% de toutes les terres agricoles. Les superficies agricoles restantes sont formées de pâturages et de parcours pour lesquels les procédures d'attribution n'ont pas encore été arrêtées. Elles sont gérées aujourd'hui par les municipalités, qui les louent aux usagers. Un cadre juridique est en place pour l'enregistrement des titres fonciers et la plupart des terres privatisées sont actuellement cartographiées et enregistrées. Il est évident que ce processus a donné aux exploitants la sécurité foncière et l'assurance qu'ils recueilleront le fruit des améliorations apportées à leurs terres. On constate l'apparition d'un marché foncier privé qui concerne principalement les baux pour l'instant, puisqu'il existe un moratoire de cinq ans sur la vente des terres privatisées. Un petit nombre d'exploitants utilisent déjà leurs terres comme nantissement pour obtenir du crédit.

8. Le projet de privatisation a montré que la gestion participative de l'irrigation par le biais des associations d'irrigants donne un sens plus prononcé de la propriété et renforce les chances de viabilité des systèmes d'irrigation et de drainage sur les exploitations. Les agriculteurs sont de plus en plus nombreux à reconnaître que la gestion de l'eau, son utilisation optimale et le paiement de redevances pour l'eau d'irrigation sont des facteurs essentiels de la prospérité à long terme de leur exploitation et de leur ménage.

9. Ce projet a piloté par ailleurs une initiative tendant à améliorer l'accès au crédit des agriculteurs occupant les fermes pilotes privatisées – en utilisant une banque publique, l'Agro-Prom Bank, en tant qu'agent de fourniture du crédit. Dans un premier temps, le programme de crédit a pâti d'un faible taux de remboursement des prêts qui ne suffisait pas à assurer la durabilité des opérations de prêt.

Grâce à un suivi et une supervision en continu, on a cependant pu améliorer les taux de recouvrement, qui dépassent maintenant 92%.

10. D'autres projets et programmes, y compris le programme de développement rural pour les zones de montagne et de hautes terres, ont recours à des structures temporaires pour accorder les prêts à la population rurale en faisant appel à deux types d'intermédiaires: les mutuelles de crédit et les groupes d'emprunteurs. Il est évident que les procédures formelles d'enregistrement (Ministère de la justice) et d'autorisation (banque centrale) régissant l'établissement des mutuelles de crédit sont trop lourdes et complexes, puisque ces mutuelles ne sont pas encore autorisées à recevoir les dépôts d'épargne. Les groupes d'emprunteurs réussissent mieux et sont à présent la voie d'accès à des prêts sans nantissement.

### C. Stratégie de collaboration du FIDA avec l'Azerbaïdjan

11. **Politique d'éradication de la pauvreté de l'Azerbaïdjan.** Comme on l'a vu plus haut, la transition entre une économie dirigée à planification centralisée et une économie de marché a eu de graves conséquences économiques et sociales de caractère pénible et a créé une pauvreté rurale prononcée. Le principal document d'orientation pertinent pour le projet proposé est le document de stratégie de réduction de la pauvreté récemment mis au point par le gouvernement sous le titre de Programme d'État pour la réduction de la pauvreté et le développement économique (SPPRED), qui comporte un large éventail de politiques sectorielles connexes. Ce document reconnaît que le développement de l'agriculture, dans le cadre d'une stratégie globale de développement rural, est indispensable au développement du secteur non pétrolier, lequel conditionne à son tour la réduction des écarts de niveaux de vie entre les travailleurs du secteur pétrolier et le reste de l'économie. L'emploi dans l'agriculture est passé de 1,1 million en 1997 à 1,5 million en 2002, et ce programme souligne combien il importe de garantir l'exploitation durable des ressources naturelles du pays.

12. En ce qui concerne le secteur agricole, le SPPRED met l'accent sur les grands axes suivants: i) poursuivre la réforme agraire et instaurer un cadre institutionnel et juridique pour garantir les droits de propriété et le développement de marchés fonciers; ii) remettre en état les systèmes d'irrigation et de drainage et introduire la gestion participative de l'irrigation; iii) améliorer les infrastructures agricoles (services agricoles et vétérinaires, transformation, commercialisation); iv) assurer un accès plus aisé au crédit et aux autres services financiers ruraux; v) promouvoir les voies de commercialisation et les filières commerciales, y compris le soutien à la transformation, au conditionnement et au calibrage des produits; vi) développer de nouvelles formes d'organisations orientées vers le marché dans les zones rurales (unions d'agriculteurs, associations de producteurs, par exemple); vii) promouvoir les entreprises rurales non agricoles créatrices d'emploi (tourisme rural, petites et moyennes entreprises, etc.); viii) créer des systèmes d'information pour introduire de nouvelles technologies; et ix) corriger les problèmes d'infrastructure qui entravent le développement de l'agriculture, principalement dans les secteurs de l'eau et de l'énergie.

13. **Les activités d'éradication de la pauvreté menées par d'autres grands donateurs.** Certaines activités complémentaires sont menées par d'autres donateurs. Le premier groupe de ces projets consiste à restaurer des sections des deux grands canaux qui alimentent les périmètres d'irrigation du nord-est de l'Azerbaïdjan. Dans le cadre du projet de réfection et d'achèvement des infrastructures de drainage et d'irrigation, la Banque mondiale finance la reconstruction d'un tronçon du canal Samur-Absheron tandis que la Banque islamique de développement finance la réfection du canal de Khanarkh.

14. *Projet d'amélioration du système de distribution de l'irrigation et de sa gestion.* La Banque mondiale a récemment approuvé le projet d'amélioration du système de distribution de l'irrigation et de sa gestion, qui est un projet national mais dont l'accent est mis sur 11 *raions* (districts) et sur 45 associations d'irrigants qui doivent encore être sélectionnées. Son coût total est de 39,10 millions de

USD. Il porte uniquement sur l'amélioration de la gestion de l'irrigation et la réfection connexe des infrastructures d'irrigation. Il sera réalisé par l'organisme national chargé de l'irrigation, le Comité d'État pour l'amélioration et l'irrigation.

15. *Programme pour la compétitivité des entreprises rurales.* L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a approuvé récemment un programme national pour la compétitivité des entreprises rurales, qui vise à élever les revenus ruraux et la productivité de l'agriculture en améliorant la compétitivité des secteurs de l'agriculture et de l'agro-industrie pour un coût de 14 millions de USD. Ce programme met l'accent sur les réformes des politiques et des réglementations et sur l'amélioration de la transformation et de la commercialisation, et peut compléter les investissements du projet de développement du Nord-Est en améliorant les systèmes d'irrigation et de drainage au niveau de l'exploitation et en soutenant la production, la commercialisation et la transformation des produits agricoles. Une collaboration étroite avec le programme de l'USAID permettra de maximiser les synergies entre les deux séries d'activités et d'éviter les doubles emplois.

16. *Stratégie du FIDA en Azerbaïdjan.* La stratégie du FIDA en Azerbaïdjan vise à aider le gouvernement dans ses efforts pour réduire la pauvreté rurale et relancer l'économie rurale. Un grand nombre des nouveaux pauvres en milieu rural se sont tournés vers l'agriculture parce qu'ils avaient perdu leur emploi après l'effondrement des industries d'État de l'ex-Union soviétique. L'Azerbaïdjan a besoin d'un secteur agricole dynamique qui serve de moteur à l'économie rurale et offre aux ruraux pauvres de réelles possibilités de s'extraire de la pauvreté. Le SPPRED présente au gouvernement et aux donateurs un cadre global d'action. Il atteste de la volonté du gouvernement de faire reculer la pauvreté et il définit aussi un cadre d'orientation et une liste des priorités. Pour donner au gouvernement et aux acteurs locaux la maîtrise de ses opérations en Azerbaïdjan, le FIDA apportera son soutien dans le cadre d'ensemble du SPPRED, en se concentrant sur les initiatives qui sont ciblées sur les zones rurales et sur les axes qui soulignent le rôle dominant de l'agriculture dans l'économie rurale.

17. La stratégie du FIDA pour le pays a pour objectif principal: i) d'améliorer la production, la productivité et la compétitivité des produits agricoles, notamment par la réfection des systèmes d'irrigation et la gestion participative de l'irrigation; ii) d'étendre les arrangements et filières de commercialisation; iii) d'encourager le développement des activités rémunératrices hors exploitation; iv) de faciliter l'accès des pauvres au financement rural; v) de développer les capacités des organisations participantes; et vi) d'inscrire la promotion de la femme dans toutes les activités.

18. L'appendice V montre que le projet proposé est conforme au *Cadre stratégique du FIDA pour 2002-2006*, à sa stratégie régionale pour l'Europe centrale et orientale et la Communauté des États indépendants et aux orientations politiques du FIDA en la matière.

19. **Justification du projet.** Le projet se situe dans une région où la proportion de la population qui vit sous le seuil de pauvreté est supérieure à celle de l'ensemble de l'Azerbaïdjan rural.

20. Le secteur irrigué est la principale ressource pour créer des emplois ruraux et assurer la sécurité alimentaire du pays. Le vaste système d'irrigation et de drainage représente un investissement important du passé, qui continuera à se dégrader à défaut de grands travaux de réfection et laissera la population encore plus pauvre. Sa réfection ne parviendra à corriger la négligence de la décennie écoulée et à offrir un système efficace qu'à condition que l'on adopte pour son utilisation et son entretien futurs des dispositions appropriées qui prévoient la participation des agriculteurs et une meilleure gestion du système. Le SPPRED a érigé en priorité stratégique la réfection des infrastructures d'irrigation.

21. Il est possible d'étendre à un domaine beaucoup plus vaste les expériences réussies du projet de privatisation d'exploitations agricoles: i) la réfection des systèmes d'irrigation et de drainage au niveau de l'exploitation; ii) la constitution d'associations d'irrigants capables d'utiliser et d'entretenir dans l'exploitation des systèmes d'irrigation qui soient financièrement viables. De tels investissements sont aujourd'hui justifiés puisque les canaux principaux sont en cours d'amélioration.

22. Étant donné l'extrême décapitalisation dont a souffert le secteur agricole au cours des 15 dernières années, il ne suffira pas de résoudre les problèmes d'irrigation. Les exploitations manquent cruellement de matériel et de fonds de roulement, la technologie agricole est dépassée et les systèmes de commercialisation et de transformation doivent être reconstruits après les bouleversements causés par la fin de l'ère soviétique. En outre, il n'existe aucune source de financement d'accès facile et d'un coût abordable pour les agriculteurs, les entreprises de transformation et les autres microentrepreneurs, alors que la demande est forte.

## DEUXIÈME PARTIE – LE PROJET

### A. Zone du projet et groupe cible

23. Le projet proposé s'étendra sur une zone géographique contiguë englobant quatre *raions* dans le nord-est du pays. En 2002, on estimait la population totale de la zone du projet à 181 000 habitants, dont 68 000 (37%) étaient considérés comme ruraux. Selon l'enquête de 2001 sur le budget des ménages, 58% de la population de la région formant la zone du projet vivait sous le seuil de pauvreté et 25% connaissait l'extrême pauvreté, ce qui la classe au premier et au second rang, respectivement, parmi les régions du pays.

24. La zone du projet proposé représente une superficie potentielle d'irrigation d'environ 30 265 ha (y compris près de 3 000 ha de parcelles des ménages), avec six associations d'irrigants naissantes. On estime que 44% seulement de cette superficie était irriguée en 2002, du fait de la dégradation des infrastructures. À l'heure actuelle, toutes les associations d'irrigants font face à des difficultés d'ordres juridique et politique et au manque de soutien de la part du Comité d'État pour l'amélioration et l'irrigation. On peut toutefois s'inspirer de l'expérience réussie du projet FPP pour orienter l'action future.

25. Le groupe cible principal comprend tous les ménages qui ont reçu des terres privatisées en tant que résidents des villages qui formaient les fermes d'État et les fermes collectives qui ont été privatisées, soit au total 15 012 ménages. Les microentrepreneurs existants et potentiels feront, eux aussi, partie du groupe cible, tels les artisans et les fournisseurs de services agricoles (négociants, entrepreneurs agricoles, etc.). Le second groupe peut recouper le premier. Bien qu'on ignore l'incidence du nombre de ménages dirigés par une femme dans la zone du projet, on sait qu'elle est de près de 39% à l'échelle nationale en milieu rural et les femmes seront bien représentées dans le groupe cible.

### B. Objectifs et portée

26. Le projet a pour objectif global d'améliorer le niveau de vie des ménages qui vivent de l'agriculture irriguée dans la zone du projet, et ce par une sécurité alimentaire accrue et un éventail plus large d'activités rémunératrices.

27. Les objectifs spécifiques du projet sont: i) aider les associations d'irrigants à exploiter et à restaurer graduellement les systèmes d'irrigation et de drainage au niveau de l'exploitation pour le compte de leurs membres selon des modalités qui soient financièrement viables, équitables et durables; ii) aider les petits paysans de la zone à relever durablement la production vivrière et les revenus tirés des cultures irriguées et les entreprises d'élevage associées grâce à une meilleure

technologie, à des investissements appropriés dans l'exploitation et à de meilleures possibilités de commercialisation et de transformation; iii) inciter les agences de microfinancement à offrir des services financiers, durables et attentifs aux besoins des femmes, aux petits paysans et à d'autres microentrepreneurs; et iv) mettre en place des mécanismes efficaces de gestion et de coordination du projet.

28. Le projet produira les résultats suivants: i) réfection de l'infrastructure d'irrigation au niveau de l'exploitation, gérée par les usagers regroupés en associations d'irrigants efficaces, démocratiques, durables et où l'équilibre entre hommes et femmes est assuré; ii) accroissement de la production et de la qualité des produits de l'agriculture et de l'élevage assurée par les petits paysans; meilleure capacité locale à ajouter de la valeur aux produits locaux grâce à un grand nombre de petites et moyennes entreprises de transformation, travaillant à pleine capacité; et arrangements de commercialisation satisfaisants pour les produits locaux, faisant appel aux entrepreneurs et aux associations locales de producteurs qui rassemblent, calibrent, conditionnent, transportent et vendent leurs produits à des prix rémunérateurs; iii) meilleur accès des petits paysans et des PME au financement; rayon d'action élargi des agences viables de financement rural offrant des services, attentifs aux besoins des femmes, aux petits paysans et aux microentrepreneurs; et iv) dispositions institutionnelles satisfaisantes pour la coordination et l'exécution du projet.

### C. Composantes

29. **Gestion participative de l'irrigation.** Le projet soutiendra six associations d'irrigants dans 48 villages, avec une superficie totale irriguée d'environ 30 265 ha. Il aidera ces associations à se faire enregistrer aux termes de la nouvelle loi, établira les organes de gouvernance et de gestion, et fournira le matériel de construction pour qu'elles puissent assurer le fonctionnement et l'entretien des infrastructures au niveau de l'exploitation et participer à la réfection des infrastructures d'irrigation et de drainage dans l'exploitation. En recourant à des entrepreneurs, le projet remettra également en état les structures de maîtrise de l'eau.

30. **Développement de l'agriculture, de la commercialisation et des PME.** Le projet facilitera le relèvement de la productivité agricole et l'amélioration des liens entre producteurs et entreprises existantes de commercialisation et de transformation. Pour ce faire, il soutiendra un programme de démonstration et de vulgarisation des techniques et pratiques agricoles modernes, aidera les exploitants à s'organiser et consolider les organisations appropriées de producteurs et de commercialisation et à acquérir les compétences voulues en affaires, et il élargira l'accès des exploitants et des entrepreneurs au crédit et aux intrants agricoles. Il mettra l'accent sur les possibilités suivantes: i) vulgarisation agricole et transfert participatif de technologie, avec ses démonstrations; ii) apport de services d'appui aux entrepreneurs et aux groupes et associations de producteurs; et iii) promotion d'une variété d'entreprises pour la production, la transformation et la commercialisation des produits et intrants agricoles, notamment la collecte du lait, ainsi que pour la location de matériel et la fourniture d'intrants.

31. **Services financiers ruraux.** Pour remédier à la pénurie cruciale de capital parmi les petits paysans et d'autres microentrepreneurs, le projet fournira des fonds à une ou plusieurs banques commerciales participantes (BCP) ainsi qu'à des institutions de crédit non bancaires (ICNB). Celles-ci seront engagées par contrat en tant que prestataires de services financiers ruraux chargés de faire parvenir les prêts d'un montant modique pour des fonds de roulement ou plus élevés pour des investissements aux membres du groupe cible, soit à titre individuel, soit en tant que membres d'un groupe. Les prestataires de services seront encouragés à mettre au point une gamme de produits adaptés aux besoins de la zone du projet, comme la location de matériel, l'assurance, etc. Ces deux types d'institutions financières seront choisies d'après une liste de critères à remplir qui insisteront sur leur engagement stratégique à accorder des prêts aux petits paysans et aux PME, leur efficacité opérationnelle et leur solidité. Toutes deux fourniront leurs services en vertu d'accords de prêt

subsidiaries aux termes desquels elles assument entièrement le risque du crédit, mais conservent une latitude suffisante dans la fixation des conditions du crédit et le choix des emprunteurs.

32. **Gestion et coordination du projet.** Une unité de gestion du projet (UGP), créée au sein de l'Agence d'appui au développement du secteur privé agricole (AADSPA), sera chargée de la coordination d'ensemble. Elle s'occupera directement des aspects du projet concernant la gestion participative de l'irrigation et confiera l'exécution des autres composantes du projet à des prestataires de services engagés par contrat. Au sein de la composante gestion participative de l'irrigation, les associations d'irrigants entreprendront les travaux de terrassement liés à la réfection des systèmes d'irrigation et de drainage au niveau de l'exploitation, tandis que les entrepreneurs du secteur privé se chargeront de la réfection et de la construction des structures de maîtrise de l'eau et des autres travaux qui dépassent les capacités des associations d'irrigants.

33. Les prestataires de services, qui pourraient être des organisations non gouvernementales, des sociétés de consultants ou des instituts techniques, seront chargés par contrat de donner des démonstrations sur le transfert de technologie, de fournir des services de soutien et une formation commerciale et d'appuyer les groupes et associations d'agriculteurs. Comme on l'a vu plus haut, la BCP et une ICNB apporteront les services financiers, notamment les prêts à court et à moyen terme aux membres du groupe cible. L'UGP sera chargée de toutes les activités de suivi et évaluation (S&E). Le projet financera les dépenses de l'UGP au sein de l'AADSPA, notamment les salaires du personnel, l'assistance technique internationale et nationale de courte durée, les véhicules et le matériel, les dépenses de fonctionnement des bureaux et véhicules, les ateliers, les examens, les études et les audits annuels.

#### **D. Coûts et financement**

34. Le coût total du projet, étalé sur cinq ans, est estimé à 25,15 millions de USD. Il sera financé par: i) un prêt du FIDA de 12,56 millions de USD (49,9%); ii) un prêt du cofinancier de 7,39 millions de USD (29,4%) pour financer les travaux de réfection de l'irrigation; iii) un apport d'une banque commerciale participante de 990 000 USD (3,9%), à titre de contribution aux fonds de crédit; iv) les bénéficiaires du projet apportant 1,98 million de USD (7,9%), y compris la contribution des associations d'irrigants aux dépenses de fonctionnement du matériel de construction et de l'utilisation et l'entretien des infrastructures d'irrigation et de drainage, et la contribution des bénéficiaires aux investissements financés avec les crédits provenant du projet; et v) la contribution du gouvernement de 2,23 millions de USD (8,9%) sous forme d'exonération des droits et taxes.

35. Le coût par ménage s'établit à 1 675 USD ou 370 USD par personne.

**TABLEAU 1: RÉSUMÉ DES COÛTS DU PROJET<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	Monnaie locale	Devises	Total	% en devises	% des coûts de base
<b>A. Gestion participative de l'irrigation</b>					
1. Groupe de gestion participative de l'irrigation	482,1	461,6	943,7	49	4
2. Appui aux associations d'irrigants	2 789,7	2 519,9	5 309,6	47	22
3. Travaux de réfection et d'agrandissement	6 529,6	3 479,0	10 008,6	35	41
<b>Sous-total Gestion participative de l'irrigation</b>	<b>9 801,3</b>	<b>6 460,5</b>	<b>16 261,9</b>	<b>40</b>	<b>67</b>
<b>B. Développement de l'agriculture, de la commercialisation et des PME</b>	<b>1 645,9</b>	<b>649,1</b>	<b>2 295,0</b>	<b>28</b>	<b>9</b>
<b>C. Services financiers ruraux</b>	<b>2 600,0</b>	<b>2 201,0</b>	<b>4 801,0</b>	<b>46</b>	<b>20</b>
<b>D. Gestion et coordination du projet</b>	<b>560,9</b>	<b>276,6</b>	<b>837,5</b>	<b>33</b>	<b>3</b>
<b>Total des coûts de base</b>	<b>14 608,1</b>	<b>9 587,2</b>	<b>24 195,4</b>	<b>40</b>	<b>100</b>
Provision pour aléas d'exécution	285,6	159,6	445,2	36	2
Provision pour aléas financiers	367,2	140,7	507,9	28	2
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>15 260,9</b>	<b>9 887,6</b>	<b>25 148,5</b>	<b>39</b>	<b>104</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

**TABLEAU 2: PLAN DE FINANCEMENT<sup>a</sup>**  
(en milliers de USD)

Composante	Gouvernement		FIDA		BCP		Cofinanceur		Bénéficiaires		Total		Devises	Monnaie locale (hors taxes)	Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
<b>A. Gestion participative de l'irrigation</b>															
1. Groupe de gestion participative de l'irrigation	56,7	5,6	952,5	94,4	-	-	-	-	-	-	1 009,2	4,0	487,9	464,6	56,7
2. Appui aux associations d'irrigants	553,2	9,6	4 479,9	77,5	-	-	-	-	745,4	12,9	5 778,5	23,0	2 732,9	2 383,7	661,9
3. Travaux de réfection et d'agrandissement	1 426,1	14,1	688,5	6,8	-	-	7 392,9	72,9	632,9	6,2	10 140,5	40,3	3 479,0	5 235,3	1 426,1
<b>Sous-total Gestion participative de l'irrigation</b>	<b>2 036,1</b>	<b>12,0</b>	<b>6 120,9</b>	<b>36,2</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>7 392,9</b>	<b>43,7</b>	<b>1 378,3</b>	<b>8,1</b>	<b>16 928,2</b>	<b>67,3</b>	<b>6 699,8</b>	<b>8 083,6</b>	<b>2 144,8</b>
<b>B. Développement de l'agriculture, de la commercialisation et des PME</b>	<b>135,8</b>	<b>5,4</b>	<b>2 377,4</b>	<b>94,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 513,3</b>	<b>10,0</b>	<b>685,6</b>	<b>1 691,8</b>	<b>135,8</b>
<b>C. Services financiers ruraux</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3 216,1</b>	<b>66,9</b>	<b>990,0</b>	<b>20,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>600,0</b>	<b>12,5</b>	<b>4 806,1</b>	<b>19,1</b>	<b>2 206,1</b>	<b>2 600,0</b>	<b>-</b>
<b>D. Gestion et coordination du projet</b>	<b>60,1</b>	<b>6,7</b>	<b>840,8</b>	<b>93,3</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>900,9</b>	<b>3,6</b>	<b>296,1</b>	<b>544,7</b>	<b>60,1</b>
<b>Total des coûts du projet</b>	<b>2 232,0</b>	<b>8,9</b>	<b>12 555,2</b>	<b>49,9</b>	<b>990,0</b>	<b>3,9</b>	<b>7 392,9</b>	<b>29,4</b>	<b>1 978,3</b>	<b>7,9</b>	<b>25 148,5</b>	<b>100,0</b>	<b>9 887,6</b>	<b>12 920,1</b>	<b>2 340,7</b>

<sup>a</sup> Toute discordance dans les totaux est due à l'arrondissement des chiffres.

### **E. Décaissements, passation des marchés, comptabilité et vérification des comptes**

36. **Décaissements.** Le prêt proposé du FIDA d'un montant de 12,56 millions de USD sera décaissé au cours d'une période de cinq ans. Les fonds décaissés par le FIDA au titre des dépenses d'un montant inférieur à 20 000 USD et du crédit additionnel le seront sur présentation d'états certifiés des dépenses, qui seront vérifiés périodiquement. Des justificatifs complets seront exigés pour les contrats d'un montant supérieur à 20 000 USD. Le produit du prêt du FIDA ne pourra pas servir à financer les droits et taxes.

37. Les fonds prélevés sur le compte spécial peuvent être utilisés pour financer toutes les catégories de décaissements du FIDA. Le compte spécial sera réapprovisionné par des retraits sur le compte du prêt au FIDA dont la demande sera justifiée par des documents appropriés ou par des états certifiés des dépenses établis par l'UGP, approuvés par le Ministère des finances et soumis à l'institution coopérante du FIDA aux fins d'approbation.

38. Les fonds destinés aux crédits du projet en vue de leur rétrocession aux bénéficiaires du projet au titre de la composante services financiers ruraux seront mis à disposition de la BCP et de l'ICNB par l'organisme gouvernemental compétent (Ministère des finances ou AADSPA). La rétrocession se fera sous forme d'accords de prêt subsidiaires agréés par le FIDA et négociés avec l'AADSPA/Ministère des finances à des conditions mutuellement acceptables. Les prêts de rétrocession seront accordés aux conditions commerciales en vigueur. Les prêts de rétrocession au titre du projet seront libellés en AZM ou en USD, ainsi qu'il en sera décidé d'un commun accord entre les emprunteurs et la BCP et l'ICNB.

39. **Passation des marchés.** La passation de tous les marchés financés à l'aide du prêt du FIDA se fera conformément aux directives du FIDA en la matière. Les achats d'équipement, de matériel et de véhicules seront autant que possible groupés et effectués par l'UGP. Les contrats d'un montant supérieur à 200 000 USD (ou son équivalent) seront attribués par voie d'appel à la concurrence internationale. Les contrats d'un montant compris entre 200 000 USD (ou son équivalent) et 20 000 USD (ou son équivalent) seront attribués par voie d'appel à la concurrence nationale auquel les fournisseurs internationaux pourront prendre part. Les achats d'un montant égal ou inférieur à 20 000 USD (ou son équivalent) se feront selon les procédures locales. Tout contrat d'un montant égal ou supérieur à 100 000 USD (ou son équivalent) sera soumis à l'examen préalable de l'institution coopérante du FIDA. Le recrutement des consultants se fera selon des procédures agréées par le FIDA pour le recours aux services de consultants. L'achat des biens d'une valeur inférieure à 5 000 USD se fera par entente directe.

40. **Comptabilité et vérification des comptes.** L'emprunteur désignera un cabinet d'audit indépendant, agréé par le FIDA, en qualité de commissaire aux comptes pour la vérification des comptes du projet – y compris le prêt du FIDA et les contributions du gouvernement et des bénéficiaires – conformément aux normes internationales d'audit et aux directives du FIDA pour la vérification des comptes du projet. Les comptes et états financiers vérifiés seront soumis au FIDA dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice budgétaire du gouvernement (1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre) jusqu'à la clôture du prêt, c'est-à-dire avant le 30 juin de chaque année. Ils seront présentés dans la forme agréée par le FIDA et comprendront une opinion sur les états de dépenses et les opérations du compte spécial et des comptes du projet. Le rapport d'audit sera détaillé et contiendra une lettre de recommandation distincte. La réponse de l'UGP à la lettre de recommandation sera soumise au FIDA dans le mois suivant la réception des comptes vérifiés.

41. Les comptes de la BCP et de l'ICNB seront vérifiés conformément aux dispositions de la loi sur les banques et de la loi sur les sociétés et l'organisation financière non bancaire, respectivement. Ces rapports d'audit seront mis à la disposition de l'institution coopérante et du FIDA dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice budgétaire. Les rapports trimestriels et annuels consolidés sur le

projet remis à l'UGP ne feront pas l'objet d'un audit distinct et additionnel. Tous les livres et comptes des deux institutions seront toutefois tenus à la disposition des missions de supervision et d'examen à mi-parcours.

### F. Organisation et gestion

42. L'AADSPA sera chargée d'assurer, par l'intermédiaire d'une UGP autonome, la coordination et l'exécution d'ensemble du projet. L'UGP sera implantée à Bakou, qui se situe juste au sud de la zone du projet. Elle sera dirigée par un directeur de projet et aura un **groupe chargé de la gestion participative de l'irrigation** qui s'occupera de cette composante du projet. Comme on l'a vu au sujet de cette composante, les associations d'irrigants entreprendront les travaux de terrassement, tandis que les entrepreneurs privés se chargeront des travaux qui excèdent les capacités de ces associations. En outre, l'UGP disposera d'un **groupe de la production agricole et de la commercialisation** doté de deux spécialistes en systèmes d'exploitation et de deux spécialistes en commercialisation, qui coordonneront et synchroniseront les travaux des prestataires de services pour les activités relatives à la production agricole et à la recherche de débouchés. Un **groupe du financement rural**, doté d'un coordonnateur des crédits, assurera la coordination de l'apport des services financiers ruraux par l'intermédiaire de la BCP et de l'ICNB. Un **groupe de S&E** doté de deux spécialistes en S&E sera chargé de toutes les activités dans ce domaine.

### G. Justification économique

43. **Analyse financière.** À l'aide de quatre modèles applicables aux ménages pauvres disposant de moins de 2,0 ha de terre cultivée, les résultats font apparaître des augmentations des revenus nets variant entre 18 et 46%, des ratios bénéfiques/coûts différentiels de 2,3-3,4 et des rendements différentiels élevés par rapport au travail différentiel allant de 14 à 34 USD par journée de travail comme suite à une meilleure alimentation en eau d'irrigation et à l'adoption de meilleures méthodes de culture/production.

44. Une analyse additionnelle montre que sept exploitations agricoles et non agricoles dans lesquelles les membres du groupe cible pourraient investir, individuellement ou en groupe, sont toutes financièrement attrayantes: production fruitière, élevage de moutons, embouche du bétail, vaches laitières, collecte du lait et transformation du lait et des vivres. Les taux de rentabilité internes varient de 26 à plus de 50% avant financement et les revenus suffisent amplement à financer le remboursement des prêts.

45. **Analyse économique.** La viabilité économique du projet a été évaluée sur une période de 20 ans. Le taux de rentabilité économique global, y compris tous les coûts et les bénéfices quantifiés, est de 14,9%. Le projet résiste convenablement aux réductions des bénéfices et aux augmentations des coûts. Une réduction de 20% des bénéfices ramène le taux de rentabilité interne (TRI) à 11,4%. Une augmentation de 20% des coûts le ramène à 12,0%. Une réduction de 10% des bénéfices accompagnée d'une hausse de 10% des coûts ramène le TRI à 11,8%.

### H. Risques

46. Ce projet a été conçu en fonction d'environnements économiques et sociaux qui restent propices au développement d'une économie agricole de marché. Le gouvernement a fait preuve de son attachement à ce type d'économie en privatisant largement les terres et les entreprises et en créant l'AADSPA. Les produits agricoles de l'Azerbaïdjan jouissent d'un avantage comparatif sur les marchés russes et ils ont été fournis traditionnellement dans l'économie dirigée de l'ex-Union soviétique. Les exportations vers la Fédération de Russie sont en progression après leur interruption à la fin de l'ère soviétique. Bien que la demande du marché russe subsiste, l'accès à ce marché est devenu très concurrentiel et sensible à des considérations autres que les coûts (qualité, volume,

fiabilité, conditionnement et étiquetage) auxquelles les producteurs de l'Azerbaïdjan ne sont pas encore bien habitués. De plus, ce marché est sensible aux influences politiques et à la corruption.

### **I. Impact sur l'environnement**

47. Dans l'ensemble, le projet n'aura aucun impact irréversible sur l'environnement. Les propositions de développement sont viables et auront un effet favorable sur l'environnement. Elles ne prévoient pas l'emploi de grandes quantités d'engrais ou de produits agrochimiques, abstraction faite de grandes quantités d'eau, de la construction de réservoirs, de l'aménagement de nouveaux et vastes périmètres d'irrigation ou de la destruction de forêts. En outre, l'érosion des sols n'est pas un problème d'importance, étant donné que les zones irriguées sont plates ou en pente légère. Le projet est classé dans la catégorie B pour l'environnement.

48. La réfection des systèmes d'irrigation et de drainage au niveau de l'exploitation améliorera l'efficacité d'usage de l'eau dans une proportion variant entre 25-28% et 35-38%. Avec des associations d'irrigants efficaces, ces améliorations seront durables; la zone touchée par la salinité devrait reculer avec le lessivage régulier des sols salins par l'irrigation. Aucun apport supplémentaire d'eau ne s'imposera et le principal système de distribution est en cours de réfection avec l'aide de la Banque mondiale et de la Banque islamique de développement.

49. Dans le cadre du programme de vulgarisation, les agriculteurs apprendront à utiliser correctement les produits agrochimiques et des paquets destinés à la lutte antiparasitaire intégrée leur seront distribués le cas échéant. Le projet recherchera les matériaux de remplacement qui se prêteront au conditionnement (boîtes en carton) pour les expéditions à l'exportation afin de diminuer la pression exercée sur les forêts locales pour la fabrication de caisses et de réduire les frais d'emballage supportés par les paysans. Enfin, le projet incitera les agriculteurs à se lancer dans la production de fourrage pour réduire la pression subie par les pâturages et améliorer la valeur nutritionnelle des systèmes existants d'alimentation.

### **J. Caractéristiques novatrices**

50. Cette nouvelle initiative élargira à plus grande échelle l'expérience réussie du projet de privatisation d'exploitations agricoles par la gestion participative de l'irrigation dans un pays marqué par un système bureaucratique très hiérarchisé. Le FIDA a négocié avec succès les modifications à apporter au cadre juridique des associations d'irrigants pour créer les conditions propices à l'établissement d'associations efficaces, efficientes, démocratiques et financièrement viables. Il vise à renforcer les capacités locales en apportant aux associations d'irrigants les fonds nécessaires à l'acquisition de l'équipement de terrassement dont elles ont absolument besoin pour commencer à restaurer elles-mêmes leurs systèmes, ce qui renforcera leur confiance en elles et leur prise en charge du projet. Seuls seront confiés à l'extérieur les travaux qui dépassent les moyens des associations d'irrigants.

51. La production agricole de la zone augmentera avec la réfection des systèmes d'irrigation dans l'exploitation qui accroîtra le volume d'eau disponible et l'amélioration des méthodes de production grâce à la vulgarisation et aux démonstrations. Il est donc important de s'occuper de la commercialisation. Dans cette optique, le projet prévoit des initiatives pour résoudre les problèmes de commercialisation par un meilleur accès à l'information sur les exigences du marché, les prix et les quantités offertes. D'autre part, il s'attache à aider les chefs d'entreprise, les particuliers, les groupes et les associations de producteurs à s'efforcer activement d'ajouter de la valeur aux produits locaux et à rechercher de nouveaux débouchés et d'autres filières commerciales en mettant au point des labels et en améliorant la qualité des produits et la régularité de l'offre.

**TROISIÈME PARTIE – INSTRUMENTS JURIDIQUES ET AUTORITÉ**

52. Un accord de prêt entre la République d’Azerbaïdjan et le FIDA constitue l’instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé sera consenti. Un résumé des garanties supplémentaires importantes incluses dans l’accord de prêt négocié est joint en annexe.

53. La République d’Azerbaïdjan est habilitée, en vertu de ses lois, à contracter un emprunt auprès du FIDA.

54. Il m’est acquis que le prêt proposé est conforme aux dispositions de l’Accord portant création du FIDA.

**QUATRIÈME PARTIE – RECOMMANDATION**

55. Je recommande que le Conseil d’administration approuve le prêt proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: Que le Fonds fera à la République d’Azerbaïdjan un prêt en diverses monnaies d’un montant équivalant à huit millions six cent mille droits de tirage spéciaux (8 600 000 DTS) venant à échéance le 1<sup>er</sup> septembre 2044 ou avant cette date. Ce prêt sera assorti d’une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l’an, et sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions présentées au Conseil d’administration dans le présent Rapport et recommandation du Président.

Le Président  
Lennart Båge

**RÉSUMÉ DES GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES IMPORTANTES  
INCLUSES DANS L'ACCORD DE PRÊT NÉGOCIÉ**

(Négociations de prêt conclues le 7 septembre 2004)

1. Le Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan (le "Gouvernement") veillera à ce que l'Agence d'appui au développement du secteur privé agricole ouvre et tienne auprès d'une banque commerciale un compte libellé en manats (le "compte de projet") aux fins d'exécution du projet. Le compte de projet doit être garanti contre toute compensation, saisie ou blocage selon des modalités et conditions proposées par le Gouvernement et acceptées par le FIDA. Le Directeur de projet sera pleinement habilité à effectuer des opérations sur le compte de projet.
2. Le Gouvernement mettra à disposition des fonds de contrepartie provenant de ses ressources propres pour un montant global équivalant à 2 300 000 USD environ, conformément aux procédures nationales d'usage pour l'assistance au développement. À cet effet, le Gouvernement déposera sur le compte de projet, des fonds de contrepartie d'un montant initial équivalant à 30 000 USD pour couvrir les dépenses d'exécution de la première année du projet et il le réapprovisionnera ensuite, chaque année et par anticipation, au moyen des fonds de contrepartie prévus dans le plan de travail et budget annuel (PTBA) de l'année correspondante du projet.
3. Les faits suivants sont spécifiés comme faits supplémentaires entraînant la suspension du droit du Gouvernement à solliciter des retraits du compte du prêt si le droit du Gouvernement à retirer les fonds provenant du prêt accordé par le Fonds de l'OPEP a été suspendu, annulé ou résilié, en tout ou en partie, ou est devenu exigible et payable avant l'échéance, ou encore s'il s'est produit un fait qui, par préavis ou caducité, pourrait entraîner des effets identiques à ceux qui sont mentionnés ci-dessus.
4. Les conditions suivantes sont spécifiées comme conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt:
  - a) le Comité d'exécution du projet (CEP) a été dûment créé;
  - b) l'Unité de gestion du projet (UGP) a été dûment créée;
  - c) un projet de PTBA pour la première année du projet a été soumis au FIDA pour approbation;
  - d) le Gouvernement a dûment ouvert le compte spécial et le compte de projet;
  - e) le Gouvernement a déposé sur le compte de projet le montant initial prévu au titre des fonds de contrepartie;
  - f) un exemplaire de l'accord signé avec le Fonds de l'OPEP, dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA, a été remis au FIDA et toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur ou à la validité dudit accord (à l'exclusion de l'entrée en vigueur de l'Accord de prêt du projet) sont remplies;
  - g) l'Accord de prêt du projet a été dûment signé, et la signature et l'exécution dudit accord par le Gouvernement, ont été dûment autorisées et ratifiées par toutes les instances administratives et gouvernementales compétentes;

- h) un avis juridique favorable, émis par le Ministère de la justice ou son adjoint et dont la forme et le fond ont été jugés acceptables par le FIDA, a été remis par le Gouvernement au FIDA.
5. Aucun décaissement du prêt ne sera effectué au titre du crédit additionnel fourni par les banques commerciales participantes tant qu'un accord de prêt subsidiaire signé avec les banques commerciales participantes, dont la forme et le fond sont jugés acceptables par le FIDA, n'aura pas été remis par le Gouvernement au FIDA et que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt subsidiaire n'auront pas été remplies.
6. Aucun décaissement du prêt ne sera effectué au titre du crédit additionnel fourni par les institutions financières non bancaires tant qu'un accord de prêt subsidiaire signé avec les institutions financières non bancaires, dont la forme et le fond sont jugés acceptables par le FIDA, n'aura pas été remis par le Gouvernement au FIDA et que toutes les conditions préalables à l'entrée en vigueur de l'accord de prêt subsidiaire n'auront pas été remplies.
7. Aucun décaissement du prêt ne sera effectué au titre des coûts additionnels relatifs à l'entretien et de l'exploitation des périmètres d'irrigation ou des dépenses courantes des associations d'irrigants, tant qu'une association d'irrigants n'aura pas conclu un accord avec l'UGP, dont la forme et le fond sont jugés acceptables par le FIDA.
8. Le Gouvernement veillera à ce que le PTBA de la première année du projet soit établi dans des termes acceptables par le FIDA, dans la forme et le fond.
9. Le Gouvernement veillera à ce que le manuel d'exécution du projet soit établi dans des termes acceptables par le FIDA, dans la forme et le fond.
10. Dans un délai de 90 jours à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt, le Gouvernement nommera un commissaire aux comptes indépendant pour le projet, conformément aux procédures et critères convenus entre le Gouvernement et le FIDA.
11. Afin de maintenir de saines pratiques environnementales, telles que prévues par le FIDA, le Gouvernement veillera à ce que tous les organismes d'exécution prennent les mesures nécessaires en matière de gestion des pesticides et à cette fin il s'assure que les pesticides fournis dans le cadre du projet ne comprennent aucun pesticide interdit par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ou l'Organisation mondiale de la santé.
12. Le Gouvernement s'efforcera d'assurer que les femmes représentent 50% des effectifs du projet et il sensibilisera le personnel du projet aux questions d'égalité entre les sexes. Une participation active des femmes au développement économique et social de leur communauté sera encouragée et les femmes seront incitées à jouer un rôle actif dans toutes les activités du projet. En outre, le Gouvernement élargira l'accès des femmes aux biens essentiels et leur maîtrise sur ces biens.
13. Le Gouvernement établira le système de suivi et d'évaluation du projet dans les six mois qui suivront la date d'entrée en vigueur de l'Accord de prêt. Il se conformera au *Guide pratique de suivi-évaluation des projets* élaboré par le FIDA et rassemblera des données ventilées par sexe.
14. Le Gouvernement exonérera d'impôts l'importation, l'achat et la fourniture de tous biens, travaux de génie civil et services financés par les fonds provenant du prêt.
15. Le Gouvernement assurera le personnel du projet contre les risques de maladies et d'accidents conformément à la pratique en usage dans la fonction publique nationale et dans une mesure compatible avec à celle-ci.

APPENDIX I

COUNTRY DATA

AZERBAIJAN

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2001 1/</b>	87	<b>GNI per capita (USD) 2001 1/</b>	650
<b>Total population (million) 2001 1/</b>	8.11	<b>GDP per capita growth (annual %) 2001 1/</b>	9
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2001 1/</b>	94	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2001 1/</b>	1.5
<b>Local currency</b>	Azerbaijani Manat (AZM)	<b>Exchange rate: USD 1.00 =</b>	AZM 4 900
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1995-2001 1/	0.9	GDP (USD million) 2001 1/	5 585
Crude birth rate (per thousand people) 2001 1/	16	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1981-1991	n.a.
Crude death rate (per thousand people) 2001 1/	6	1991-2001	-0.3
Infant mortality rate (per thousand live births) 2001 1/	77	Sectoral distribution of GDP 2001 1/	
Life expectancy at birth (years) 2001 1/	65	% agriculture	17
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	47
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	n/a
Total labour force (million) 2001 1/	3.67	% services	36
Female labour force as % of total 2001 1/	45	Consumption 2001 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	10
School enrolment, primary (% gross) 2001 1/	98 a/	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	65
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2001 1/	n/a	Gross domestic savings (as % of GDP)	25
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita, 1997 2/	2 236	Merchandise exports 2001 1/	2 315
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2001 3/	20 a/	Merchandise imports 2001 1/	1 675
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2001 3/	17 a/	Balance of merchandise trade	640
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2001 1/	1 a/	before official transfers 2001 1/	-228
Physicians (per thousand people) 2001 1/	n/a	after official transfers 2001 1/	-52
Population using improved water sources (%) 2000 3/	78	Foreign direct investment, net 2001 1/	129 a/
Population with access to essential drugs (%) 1999 3/	50-79	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2000 3/	81	Overall budget deficit (including grants) (as % of GDP) 2001 1/	-3 a/
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2001 1/	23 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2001 1/	16	Total external debt (USD million) 2001 1/	1 219
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2000 1/	13	Present value of debt (as % of GNI) 2001 1/	19
Food production index (1989-91=100) 2001 1/	86	Total debt service (% of exports of goods and services) 2001 1/	5
Cereal yield (kg per ha) 2001 1/	2 648	Lending interest rate (%) 2001 1/	20
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2001 1/	9
Arable land as % of land area 2000 1/	19		
Forest area as % of total land area 2000 1/	13		
Irrigated land as % of cropland 2000 1/	76		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* CD ROM 2003

2/ UNDP, *Human Development Report*, 2000

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2003

**PREVIOUS IFAD FINANCING IN AZERBAIJAN**

Project Name	Initiating Institution	Cooperating Institution	Lending Terms	Board Approval	Loan Effectiveness	Current Closing Date	Loan/Grant Acronym	Denominated Currency	Approved Loan/Grant Amount (million)	Disbursement (as % of Approved Amount)
Farm Privatization Project	World Bank: IDA	World Bank: IDA	HC	29 Apr 97	24 Jul 97	31 Dec 03	L - I - 447 - AZ	SDR	6.450 000	100
Rural Development Programme for Mountainous and Highland Areas	IFAD	UNOPS	HC	13 Sep 00	01 Jul 01	31 Mar 09	L - I - 542 - AZ	SDR	6.900 000	17

Note: HC = highly concessional  
 IDA = International Development Association  
 UNOPS = United Nations Office for Project Services

## LOGICAL FRAMEWORK

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions
<b>Goal</b>			
To rejuvenate the rural economy in order to facilitate increased, sustainable food security and income of rural households.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase in per capita and household incomes, including off-farm income and expenditure patterns.</li> <li>• Reduced incidence of stunting of children, underweight children and acute malnutrition of children &lt; 5 years and improvement in mother and child mortality.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National-level household income and expenditure surveys.</li> <li>• Nutrition surveys.</li> <li>• SPPRED monitoring system.</li> <li>• Baseline and impact evaluation surveys.</li> <li>• Project completion report.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political stability is maintained.</li> <li>• Macroeconomic situation continues to improve.</li> <li>• Social and economic environments remain conducive to market-based economic development.</li> </ul>
<p style="text-align: center;"><b>Purpose of Components</b></p> <p><b>1. Participatory Irrigation Management</b> Water users' associations operate rehabilitated on-farm irrigation and drainage systems on behalf of their members in ways that are financially viable, equitable and sustainable.</p>	<p>Number of WUAs established and operational.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of WUA officers trained and percentage discharging their duties effectively.</li> <li>• Increases in irrigated areas.</li> <li>• O&amp;M system established and operational.</li> <li>• Irrigation service fees collected (target &gt;90% of total due to SAIC).</li> <li>• Level of budgeted and actual O&amp;M expenditure per ha.</li> <li>• Percentage of farmers receiving water (target 95%).</li> <li>• Percentage of volumes of water contracted distributed (target 85%).</li> <li>• Percentage of water users satisfied with WUA management, disaggregated by gender.</li> <li>• Percentage area affected by salinity (17% at present).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• WUA accounts.</li> <li>• WUA budgets and accounts.</li> <li>• Project monitoring reports.</li> <li>• WUA accounts.</li> <li>• Monitoring survey.</li> <li>• Project monitoring reports, including participatory monitoring by beneficiaries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amended law gives WUAs authority to set their charges without state interference.</li> <li>• Related investments in off-farm irrigation and drainage infrastructure effective.</li> <li>• WUA operations transparent, with separation of management and governance.</li> </ul>
<p><b>2. Agriculture, Marketing &amp; SME Development</b> Farmers in the irrigated area sustain increased food production and incomes from irrigated crop production, associated livestock enterprises and marketing and/or processing developments.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of farmers adopting improved irrigation technology and demonstrated extension and marketing packages.</li> <li>• Increases in irrigated area.</li> <li>• Improved productivity (increases in yields) of crops and livestock.</li> <li>• Higher use of modern farm inputs.</li> <li>• No of SMEs in production, processing &amp; marketing and in other non-farm income-generation activities initiated and operating.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project monitoring reports, including participatory monitoring by beneficiaries.</li> <li>• SME business records and books/tax documents.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maintenance of a conducive policy and macroeconomic framework for private-sector agricultural development.</li> <li>• Access to markets in Russian Federation.</li> </ul>

<sup>1</sup> Indicators at the goal level should be compared with those current at the start of the project, disaggregated by gender. Indicators at purpose and output levels that relate to farmers, microentrepreneurs, households and borrowers should also be disaggregated by gender.

### LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions
<p><b>3. Rural Financial Services</b> Microfinance agencies provide sustainable, gender-sensitive financial services for small-scale farmers and other microentrepreneurs.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of branches/offices and no. opened.</li> <li>• No. and type of products available.</li> <li>• No. of loans by type provided to farmers (by gender) and to rural enterprises by microfinance agencies.</li> <li>• Percentage of portfolio at risk (outstanding balance of overdue loans).</li> <li>• Percentage of portfolio sufficiency.</li> <li>• No. of clients and loans outstanding per credit officer.</li> <li>• On-time repayment rates for working capital and investment loans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PCB and NBCI reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Conducive policy and macroeconomic framework maintained.</li> <li>• Microfinance Bank of Azerbaijan receives licence to mobilize deposits.</li> </ul>
<p><b>4. Project Management and Coordination</b> ASDAPS provides effective project management and coordination.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project performance in relation to appraisal and AWP/B targets.</li> <li>• Execution of AWP/Bs.</li> <li>• Uninterrupted flow of local counterpart funds.</li> <li>• Rate of loan disbursement.</li> <li>• Established M&amp;E system operational.</li> <li>• Established review processes (surveys and studies) and participatory M&amp;E procedures (evaluations) operational and effective.</li> <li>• Number and type of reports prepared and circulated.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UNOPS supervision, mid-term review and project completion reports.</li> </ul>	
<b>Outputs by Component</b>			
<p><b>1. Participatory Irrigation Management</b> Rehabilitated irrigation infrastructure at the farm level managed by users through efficient, democratic, gender-balanced and sustainable water users' associations.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of WUAs established and no. of WUA officers trained.</li> <li>• Length of irrigation infrastructure rehabilitated.</li> <li>• Number of farmers trained in improved irrigation technology.</li> <li>• O&amp;M system established.</li> <li>• Percentage of women members of WUA (target 15%) and percentage of women in WUA board (target 10%).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• WUA records, budgets and accounts.</li> <li>• M&amp;E survey.</li> <li>• Project monitoring reports, including participatory monitoring by beneficiaries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• WUA law gives them authority to set their charges without state interference.</li> <li>• WUA operations transparent, with separation of management and governance.</li> <li>• Maintenance of conducive policy and macroeconomic framework for private-sector agricultural development.</li> <li>• Conducive policy and macroeconomic framework maintained.</li> </ul>

### LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions
<b>Outputs by Component – Continued</b>			
<b>2. Agriculture, Marketing &amp; SME Development</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased production and improved quality of agricultural and livestock produce realized by small farmers.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of trials/demonstrations and no of farmers (by gender) trained in improved crop production, irrigation technology and animal husbandry.</li> <li>• Area (no. of ha) under improved crop technology.</li> <li>• Amount of improved seed produced under seed-multiplication programme.</li> <li>• No. of households purchasing livestock and increase in livestock ownership per household.</li> <li>• No. of artificial-insemination services provided.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project monitoring reports, including participatory monitoring by beneficiaries.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Improved crop and livestock husbandry practices employed by farmers.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased local capacity for adding value to local produce by large numbers of small and medium processing enterprises, operating at high-capacity levels.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No. of SMEs in farm and off-farm income generation activities.</li> <li>• Volume and value of output processed locally.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tax records of enterprises engaged in processing and marketing.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Access to markets in Russian Federation.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Well-functioning marketing arrangements for local produce, involving entrepreneurs and local producer associations engaging in bulking, grading, packaging, transporting and selling their products at remunerative prices.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volume and value of produce passing through organized marketing channels.</li> <li>• Rise in percentage of farm-gate price in relation to consumer price.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tax records of enterprises engaged in processing and marketing.</li> </ul>	
<b>3. Rural Financial Services</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Increased access by small farmers and SMEs to finance, and improved outreach of sustainable rural finance agencies providing gender-sensitive services for small-scale farmers/microentrepreneurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volume of credit delivered by loan product type, no. of borrowers, average loan size (gender disaggregated) and no. of repeat borrowers.</li> <li>• No. clients and loans outstanding per /credit officer.</li> <li>• On-time repayment rates for working capital and investment loans.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• PCB/NBCI balance sheets.</li> <li>• PCB/NBCI reports.</li> </ul>	
<b>4. Project Management and Coordination</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Well-functioning institutional arrangements for project coordination and implementation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M&amp;E system established.</li> <li>• Coordination meetings, review processes and participatory M&amp;E procedures, including surveys, studies and evaluations established.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project performance in relation to appraisal and AWP/B targets.</li> <li>• PMU reports.</li> <li>• UNOPS supervision. mid-term review and project completion reports.</li> </ul>	

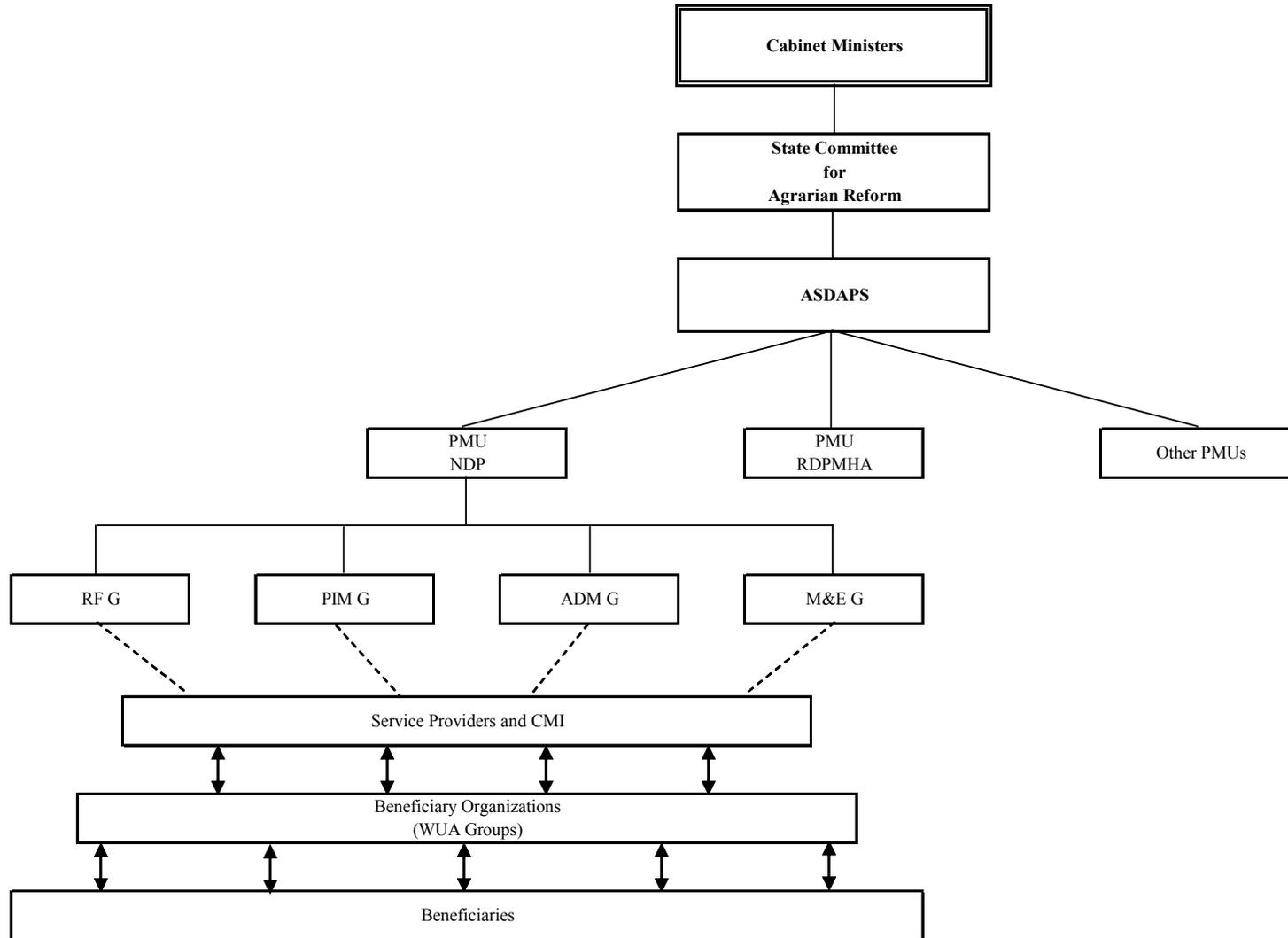
<sup>1</sup> Indicators at the goal level should be compared with those current at the start of the project, disaggregated by gender. Indicators at purpose and output level that relate to farmers, microentrepreneurs, households and borrowers should also be disaggregated by gender.

**LOGICAL FRAMEWORK (CONTINUED)**

Objective Hierarchy	Key Performance Indicators <sup>1</sup>	Monitoring Mechanisms and Information Sources	Assumptions
<b>Activities by Component</b>	<b>Key Inputs</b>	<b>Costs</b>	<b>Assumptions</b>
<b>1. Participatory Irrigation Management</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Provide support to develop the six WUAs.</li> <li>Rehabilitate on-farm irrigation and drainage systems on some 32 000 ha in the six WUAs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Support provided to WUAs (offices, vehicles, O&amp;M machinery, training, operating costs, etc.</li> <li>WUAs covering an increasing share of their O&amp;M costs.</li> <li>Increase in irrigated acreage per WUA.</li> <li>Percentage of payment of water charges.</li> <li>Contracts for water-control-structures rehabilitation and/or construction.</li> <li>Increased irrigation efficiency.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PMU reports and accounts.</li> <li>WUA balance sheets and accounts.</li> <li>Beneficiary monitoring surveys.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>WUAs able to undertake earthwork construction/rehabilitation once equipment has been provided.</li> </ul>
<b>2. Agriculture, Marketing &amp; SME Development</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Undertake on-farm demonstrations, extension and farmer training.</li> <li>Provide business support services, including market information to each <i>raion</i>.</li> <li>Facilitate the formation of producer, collection, processing and marketing groups.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. and type of service provider engaged.</li> <li>No. and frequency of demonstrations.</li> <li>No. of farmers trained.</li> <li>Business development centres established &amp; types of support provided.</li> <li>No. of groups formed &amp; volume of business transacted by them.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PMU records and accounts.</li> <li>M&amp;E reports.</li> <li>Adoption/readoption surveys.</li> <li>Business development centre reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Appropriate crop and livestock production technology available.</li> <li>Marketing and processing opportunities available.</li> </ul>
<b>3. Rural Financial Services</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Engage PCB(s) and NBCI(s) to deliver credit and other financial services to farmers and entrepreneurs on a sustainable basis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>No. of PCBs and NBCIs engaged.</li> <li>Volume and number of loans or other services provided.</li> <li>No., type and cost of TA support provided to PCB.</li> <li>Lending margins &amp; repayment rates.</li> <li>High client satisfaction.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PMU records and accounts.</li> <li>PCB /NBCI balance sheets &amp; reports.</li> <li>Beneficiary monitoring surveys.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Financially attractive on-farm and off-farm investments available.</li> </ul>
<b>4. Project Management and Coordination</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Establish PMU within ASDAPS for project management, coordination &amp; gender mainstreaming.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>M&amp;E system established.</li> <li>Review processes (surveys and studies) and participatory M&amp;E procedures (evaluations) established.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>PMU records and accounts.</li> <li>Loan data.</li> <li>M&amp;E reports.</li> <li>Evaluation and completion reports.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Suitably qualified and experienced staff available.</li> </ul>

<sup>1</sup> Indicators at the goal level should be compared with those current at the start of the project, disaggregated by gender. Indicators at purpose and output level that relate to farmers, microentrepreneurs, households and borrowers should also be disaggregated by gender.

# ORGANIGRAMME



APPENDIX V

**LINKS BETWEEN THE PROJECT DESIGN AND IFAD STRATEGIC FRAMEWORK 2002-2006  
AND REGIONAL STRATEGY FOR CENTRAL AND EASTERN EUROPE AND THE NEWLY  
INDEPENDENT STATES**

**Links to the IFAD Strategic Framework 2002 – 2006**

IFAD Strategic Framework	Project Design
Strengthen the capacity of the poor and their organizations.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity building for the members of the WUAs to participate in the governance of the WUAs through elected representatives.</li> <li>• Capacity building of the staff of the WUAs to operate, maintain and develop the on-farm irrigation and drainage systems in ways that are equitable, efficient, effective and financially sustainable.</li> <li>• Establish groups of poor small-scale farmers for: vegetable and fruit marketing, milk collection, and fodder production.</li> <li>• Members of the target group to establish equipment leasing and contracting services.</li> </ul>
Improve equitable access to productive resources and technology.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rehabilitate and develop the on-farm irrigation and drainage systems using the WUAs to re-construct the existing earthworks (canals and drains) and construct new earthworks (canals and drains).</li> <li>• Provide on-farm participatory demonstrations of appropriate improved technology and related extension and farmer training activities.</li> <li>• Support input suppliers to make available seed of improved varieties, fertilizers and agricultural chemicals.</li> </ul>
Increase access to financial services and markets.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Provide credit funds and technical assistance to the participating commercial bank (PCB) to make working capital and investment loans to members of the target group, small-scale farmers and other micro-entrepreneurs.</li> <li>• Provide credit funds and technical assistance &amp; training to non-bank microfinance institution (NBCI) to make small working capital loans to members of the target groups (men and women), small-scale farmers and other micro-entrepreneurs.</li> </ul>

**Links to the Regional Strategy for CEE and NIS**

Regional Strategy	Project Design
Strengthen the institutional capacity of government departments, private financial institutions and civil society.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Support for ASDAPS to establish a PMU which will coordinate and manage project activities.</li> <li>• Support service providers to provide on-farm participatory demonstrations of appropriate improved technology and related extension and farmer training activities.</li> <li>• Channel credit funds through PCB and NBCI which are private sector financial institution.</li> <li>• Capacity building of the staff of the WUAs to operate, maintain and develop the on-farm irrigation and drainage systems in ways that are equitable, efficient, effective and financially sustainable.</li> </ul>
Foster new market linkages needed to support the transition process.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establish groups of poor small-scale farmers for: vegetable and fruit marketing and milk collection.</li> <li>• Provide credit through PCB and NBCI for marketing and processing activities.</li> </ul>
Support selected investments in on-farm productivity	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rehabilitate and develop the on-farm irrigation and drainage systems using the WUAs to re-construct the existing earthworks (canals and drains) and construct new earthworks (canals and drains).</li> </ul>
Support for the non-farm rural sector.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establish groups of poor small-scale farmers for: vegetable and fruit marketing and milk collection.</li> <li>• Provide credit through PCB and NBCI for marketing and processing activities.</li> </ul>
Protection of natural resources e.g. pastures, forests.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Establish fodder production groups on land rented from municipalities to increase the availability of high quality fodder and to reduce the pressure on pastures.</li> <li>• Promote the use on non-wooden crates for marketing fruit and vegetables to take pressure off the forestry resources in support of government controls on timber extraction.</li> </ul>
Develop rural financial services to support programmes in the above areas.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Same as linkages with the IFAD Strategic Framework 2002 – 2006.</li> </ul>

